

Avons-nous encore des leçons à donner aux Congolais ?

Le report de l'élection présidentielle congolaise irrite le gouvernement belge.

Le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders « exige » une date précise.

A quel titre la Belgique s'immisce-t-elle dans les affaires d'un Etat souverain ?

Tanguy de Wilde

Professeur de géopolitique et de relations internationales à l'Institut de sciences politiques Louvain-Europe et à l'Institut d'études européennes de l'UCL, Tanguy de Wilde enseigne également au Collège d'Europe de Bruges et à l'Institut royal supérieur de Défense de Bruxelles. Ses cours portent sur la géopolitique, les institutions et les politiques européennes, les relations extérieures de l'Union européenne.

« On ne donne pas la leçon, on fait de la politique »

Pour Tanguy de Wilde, la Belgique est dans son rôle.

La Belgique a-t-elle raison de donner la leçon au Congo ?
D'abord, on ne donne pas de leçon, on fait de la politique. A l'égard du Congo, on est toujours entre deux écueils : soit on en fait trop et on fait le reproche du néocolonialisme, soit on se désengage et on fait le reproche de l'abandon.

On est dans ce scénario ?
L'idéal pour la Belgique, c'est de pouvoir énoncer sa politique étrangère qui intègre les droits de l'homme et préconise la démocratie. Mais il faut le dire avec diplomatie en distinguant notre doctrine de politique étrangère du reste. Ce n'est pas parce qu'on prône les droits de l'homme et la démocratie qu'on ne va pas discuter avec l'Iran. Même chose avec les Congolais quand on discute du calendrier électoral. Toute la subtilité, c'est de faire en sorte que - puisque notre politique étrangère est bien connue - notre diplomatie soit une diplomatie de contact avec un message qui passe discrètement.

Ne serait-ce pas plus efficace en le faisant discrètement ?
Oui, mais comme la politique est bien connue, finalement ce n'est une surprise pour personne. Le contre-modèle, c'est quand, dans une diplomatie de contact, on en arrive à soit critiquer le Congo parce qu'il est désorganisé

(comme Karel De Gucht en son temps), soit à donner l'impression qu'on vient demander des comptes pour l'aide qu'on octroie (comme Alexander De Croo). Ce faisant, on donne l'impression aux Congolais - à tort ou à raison - de jouer au gouverneur général du Congo d'antan. C'est ce qu'il faut éviter. Par-dessus tout, ce qui importe pour la Belgique, c'est que si nous avons encore des niches intéressantes dans notre politique étrangère, c'est notamment à l'égard de l'Afrique centrale, de nos anciennes colonies et mandats. Bien sûr nous n'allons rien faire tout seuls, mais avec la France donner le ton au niveau de l'Union européenne.

Mais c'est un Etat souverain...
La plupart des Etats n'aiment pas qu'on commente ce qui se passe chez eux. Après les attentats du 22 mars, nous n'avons pas apprécié les critiques étrangères qui qualifiaient la Belgique d'Etat défaillant. L'objectif de la politique étrangère de la Belgique à l'égard du Congo, c'est d'éviter l'émeute sociale. C'est d'essayer de faire en sorte qu'il puisse y avoir un dialogue entre les forces politiques. Après les élections de 2011, on avait essayé de construire l'opposition parlementaire. Bon, ça n'a pas vraiment marché... Ici, on est face à un problème à la fois technique (organisation matérielle des élections), une mau-

vaïse volonté politique pour les organiser et une interprétation concernant l'échéance du mandat (19 décembre). En principe, c'est le président du Sénat qui prend la place.

Un aveu d'impuissance de la Belgique ?
Oui, mais le Congo ne va pas progresser tout seul. Il ne peut pas se lancer dans un splendide isolement faisant fi des Etats-Unis, de la France et de la Belgique ; trois Etats qui se préoccupent de son sort et peuvent influencer les huileurs de fonds internationaux. Le Congo ne peut pas se permettre uniquement de faire construire des routes par des Chinois. Comme on craint que le président reste en place au-delà du délai constitutionnel et qu'on craint des troubles importants, l'objectif c'est d'éviter ça. Côté belge, on est dans notre rôle.

Le dialogue entre pouvoir et opposition n'est pas rompu...
Les palabres africaines sont parfois difficiles à décrypter pour des Européens...

La Belgique n'a pas encore perdu le Congo ?
Notre présence n'est plus ce qu'elle était, mais il reste des liens très étroits entre Belges et Congolais. C'est difficilement quantifiable. Il reste une part de destins communs. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE DE BOECK

Jean Omasombo

Jean Omasombo est professeur à l'Université de Kinshasa. Il y enseigne les sciences politiques. Il occupe également un poste de chercheur au Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren. Dans ce cadre-là, il étudie les évolutions politiques au Congo et le processus de décentralisation qui est en marche dans le pays.

« La position de la Belgique a été longtemps hésitante »

Pour Jean Omasombo, la Belgique n'a pas été la première à se positionner par rapport aux atterrissements électoraux que connaît le Congo aujourd'hui. Elle se serait même montrée quelque peu hésitante. Pour juger de l'ingérence présumée de Bruxelles dans le dossier congolais, il préfère avant tout mettre en perspective et rappeler notamment que fin des années 90, la Belgique a joué un rôle crucial dans le pays.

Les déclarations du ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, sont-elles un élément d'une politique étrangère dite normale ou peut-on y voir, selon vous, quelques vieux réflexes néocolonialistes ?

Entre la Belgique et le Congo, il y a incontestablement un passé. Il est omniprésent. En tout cas, il revient à chaque fois que la situation se tend. Parmi tous les pays du monde, la Belgique est sans doute celui qui connaît le mieux le Congo avec, encore aujourd'hui, un tas de spécialistes qui ont étudié le pays, des archives également. C'est un premier élément. Deuxième élément : je crois qu'on ne peut pas retenir seulement les attitudes de la Belgique qui nous arrangent. En 1998, le Congo a presque été abandonné. C'est alors Louis Michel qui a poussé pour revenir, avec l'arrivée plus tard de la Monusco. Sans cela, personne ne sait où en

serait le Congo aujourd'hui. Cette intervention fut positive, incontestablement. L'attitude de la Belgique et les propos de Didier Reynders sont d'une autre nature. Concernant ceux-ci, je dirais tout de même qu'ils arrivent tardivement lorsqu'on voit, par exemple, les positions des Etats-Unis sur le dossier. D'une certaine façon, l'attitude de la Belgique est même hésitante. Cela fait quelques temps quand même que l'on pouvait voir où Joseph Kabila voulait arriver, qu'il cherchait un cadre pour rester au pouvoir.

Est-ce que ce genre de déclarations est efficace ?

Si vous demandez aujourd'hui aux Congolais quelles sont les puissances mondiales, beaucoup citent la Belgique dans les premiers rangs. Cela veut dire quoi ? Que dans l'imaginaire congolais, la Belgique occupe une place importante. Du coup, pour eux, savoir que la Belgique se préoccupe de ce qui se passe au Congo, c'est important, cela console, cela soulage. Cela relie également à plusieurs actions menées dans le passé, fin des années 90, et initiées depuis Bruxelles. Cela permet enfin aux Congolais de ne pas croire que la Belgique joue du côté de Joseph Kabila.

Au-delà, est-ce que la position de la Belgique peut avoir une influence sur Joseph Kabila ?

Qu'on le veuille ou non, cela l'indispose. Même si le Congo, au vu de ses richesses, de sa puissance, peut désormais sans doute ignorer la Belgique et traiter directement avec d'autres pays ; cette stratégie a été celle de Joseph Kabila d'ailleurs par le passé. Néanmoins, entre la Belgique et le Congo, on est toujours dans une suite de ruptures et de réconciliations. C'est comme un vieux couple qui se dirait de temps à autre des méchantes choses et puis déciderait de tout oublier.

Si vous deviez analyser l'état des relations entre la Belgique et le Congo aujourd'hui de façon plus générale, vous diriez qu'elles se sont normalisées et sont moins celles d'une ancienne puissance coloniale et de sa colonie ?

Il faut désormais analyser cela dans un cadre européen avec des pays qui veulent mettre davantage de pression, d'autres moins ; des pays qui peinent souvent à avoir une position unanime au nom de l'Union européenne. Néanmoins, je crois que la parole de la Belgique continue de compter. Bruxelles reste un centre de diffusion et de réflexion et est encore considérée comme cela dans une certaine mesure au Congo.

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET